

DF
TSUXSPXIT
500 F
125 F
925 F

22
942
Max
ant vingt cinq francs

C E C A
Société à responsabilité limitée
au capital de 400 000 francs
Siège social : 37 bis Rue Maréchal Joffre
06000 NICE

RCS B 326 354 099

DÉPÔT DU
30 JAN. 1995
GREFFE DU TRIBUNAL
DE COMMERCE DE NICE

**PROCES-VERBAL
DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 1er DECEMBRE 1994**

L'an mil neuf cent quatre vingt quatorze, et le premier décembre à neuf heures, les associés se sont réunis au siège social, en assemblée générale extraordinaire sur convocation de la gérance.

Sont présents ou représentés :

- | | |
|--|----------|
| Monsieur Roger DAVID,
représentant quatre vingt cinq parts en pleine propriété,
ci | 85 parts |
| Monsieur Max DAVID,
représentant soixante trois parts en pleine propriété,
ci | 63 parts |
| Monsieur Jean Marcel DENIS,
représentant cinquante parts en pleine propriété,
ci | 50 parts |
| Monsieur Christian DUVERDIER,
représentant quarante parts en pleine propriété,
ci | 40 parts |

Total des parts présentes ou représentées : 238 parts en pleine propriété sur les 250 parts composant le capital social.

Monsieur Roger DAVID préside la séance en qualité de gérant associé.

Le Président rappelle l'ordre du jour de l'assemblée :

- Transformation de la société en société anonyme,
- Modification de la dénomination sociale,
- Adoption des statuts de la société sous sa nouvelle forme et sous sa nouvelle dénomination,
- Nomination des administrateurs,

RJ [signature] [signature]

CD

- Nomination de commissaires aux comptes,
- Pouvoirs en vue des formalités.

Puis il dépose sur le bureau et met à la disposition des associés :

- les statuts de la société ;
- la copie de la lettre de convocation adressée à chaque associé ;
- un exemplaire du rapport de gérance à l'assemblée ;
- un exemplaire du rapport du commissaire désigné conformément à l'article 72-1 de la loi sur les sociétés commerciales ;
- le projet de texte des statuts de la société sous sa forme anonyme ;
- le texte des résolutions proposées.

Le gérant déclare que son rapport et celui du commissaire à la transformation, ainsi que les textes des statuts de la société sous sa forme anonyme et des résolutions proposées ont été adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de la présente assemblée.

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Le président donne ensuite lecture du rapport de la gérance.

Puis, il donne lecture du rapport du commissaire à la transformation.

Enfin, il déclare la discussion générale ouverte.

Personne ne demandant la parole, le président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport du commissaire, désigné conformément à l'article 72-1 de la loi sur les sociétés commerciales sur l'évaluation des biens composant l'actif social et sur la situation de la société, décide, sous réserve de l'approbation de la résolution qui va suivre sur la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers pouvant exister au profit d'associés ou de tiers, de transformer la société en société anonyme à compter de ce jour, sans création d'un être moral nouveau, par application des dispositions des articles 69 et 72-1 de la loi sur les sociétés commerciales dont elle constate que les conditions requises sont remplies.

Sous sa forme nouvelle, la société sera régie par les dispositions légales et complémentaires en vigueur concernant les sociétés anonymes et par les nouveaux statuts ci-après établis.

La société conservant sa personnalité juridique continue donc d'exister sous sa forme nouvelle, sans aucun changement dans son actif ni dans son passif, entre les titulaires actuels des parts composant le capital social qui deviendront les propriétaires des actions substituées auxdites parts et les personnes qui pourront devenir propriétaires par la suite, tant de ces actions que de celles qui seraient créés ultérieurement.

Son objet, sa durée et son siège social ne sont pas modifiés.

13 80 17

Compte tenu de la situation active et passive de la société, telle qu'elle ressort du rapport présenté à l'assemblée, il résulte que le montant des capitaux propres est au moins égal à celui du capital social.

Le capital sera désormais divisé en 250 actions de 1 600 francs chacune, toutes de mêmes catégorie et entièrement libérées, qui seront réparties entre les propriétaires actuels des parts sociales, proportionnellement au nombre de leurs parts, c'est à dire à raison d'UNE action pour UNE part.

Les actions seront négociables dès l'inscription au registre du commerce et des sociétés de la mention modificative relative à la transformation de la société en société anonyme.

Les fonctions de gérant, exercées par :

Monsieur Roger DAVID

prennent fin ce jour et la société sera désormais gérée et administrée par un conseil d'administration.

La durée de l'exercice en cours ne sera pas modifiée.

Les comptes de l'exercice seront établis par le conseil d'administration de la société sous sa nouvelle forme avec l'assistance de la gérance de la société sous son ancienne forme. Ils seront présentés à l'assemblée générale ordinaire par le conseil d'administration.

Le rapport de gestion et les comptes dudit exercice seront établis conjointement par l'ancien gérant et le conseil d'administration. Ce rapport et ceux du commissaire aux comptes seront communiqués aux actionnaires dans les conditions fixées par les nouveaux statuts et les textes régissant les sociétés anonymes.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, statuant conformément à l'article 72-1 de la loi sur les sociétés commerciales, approuve expressément la valeur des biens composant l'actif social et constate l'absence d'avantages particuliers au profit d'associés ou de tiers.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide de modifier la dénomination de la société à compter de ce même jour.

Article 2- DENOMINATION

La dénomination sociale qui était :

CONSEIL EXPERTISE COMPTABLE AZUREENS, avec pour sigle C E C A

devient :

DAVID ET ASSOCIES.

Ry Jm 17

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots "Société anonyme" ou des lettres S.A et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention du Tableau de la circonscription de l'Ordre des Experts Comptables où la société est inscrite.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

En conséquence des résolutions qui précèdent, l'assemblée générale constate que la transformation de la société en société anonyme est immédiatement et définitivement réalisée.

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance des statuts qui régiront la société sous sa nouvelle forme et sa nouvelle dénomination, décide d'approuver et d'adopter purement et simplement le texte présenté.

Le nouveau texte des statuts, après signature par tous les associés, demeurera annexé au procès-verbal de la présente assemblée.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée générale nomme en qualité de premiers administrateurs de la société sous sa forme anonyme, pour une durée de trois années qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos en 1998 :

Monsieur Roger DAVID, 169 Avenue de Fabron 06200 NICE

Monsieur Christian DUVERDIER, 11 bis Avenue Victor Hugo 78400 CHATOU

Monsieur Jean Marcel DENIS, 133 Avenue Félix Faure 75015 PARIS

Monsieur Max DAVID, 74, Avenue Raoul Dufy 06200 NICE

Les administrateurs ci-dessus nommés, tous présents à l'assemblée, ont déclaré accepter leur mandat et affirmer ne tomber sous le coup d'aucune incompatibilité ou interdiction susceptible de s'opposer à cette acceptation.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale nomme :

- en qualité de commissaire aux comptes titulaire pour une durée de six exercices qui prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos en 2001 :

La société AUDICONSEIL,
société à responsabilité limitée, au capital de 60 000 F,
dont le siège social est situé à NICE (06000) 37 bis Rue Maréchal Joffre,
immatriculée sous le n° RCS NICE B 291 384 047,
représentée par Monsieur Fabrice RABATTU,

(1) Joffre M.D.

- en qualité de commissaire aux comptes suppléant, pour la durée du mandat du commissaire aux comptes titulaire :
Monsieur Guillaume MINIAOU
19, Rue Papety MARSEILLE (13007).

Chacun des commissaires aux comptes ainsi nommés a fait savoir à l'avance qu'il acceptait les fonctions qui lui sont confiées et a déclaré satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice desdites fonctions.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION

L'assemblée délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

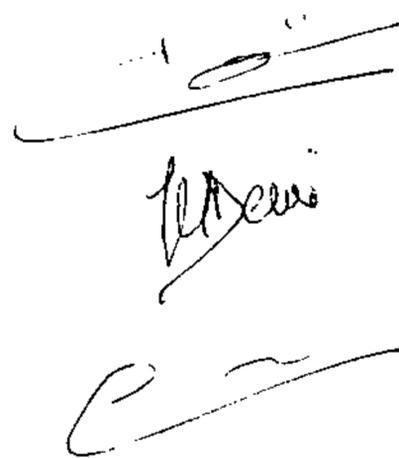
Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le gérant et les associés.

Le gérant



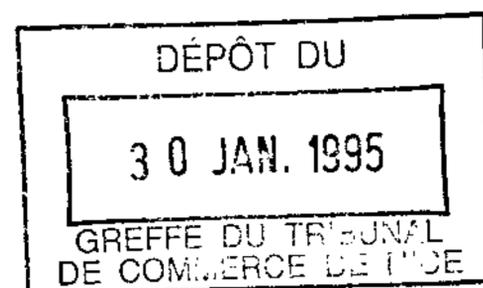
Les associés



DAVID ET ASSOCIES

Société anonyme
au capital de 400 000 francs

Siège social : 37 bis Rue Maréchal Joffre
06000 NICE



PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 1er DECEMBRE 1994

L'an mil neuf cent quatre vingt quatorze, et le premier décembre, à onze heures, le conseil d'administration s'est réuni, au siège social, sur convocation de Monsieur Christian DUVERDIER, administrateur, nommé Président de séance pour la circonstance.

Sont présents :

Monsieur Christian DUVERDIER

Monsieur Roger DAVID

Monsieur Jean Marcel DENIS

Monsieur Max DAVID

Tous les administrateurs étant présents, la séance est ouverte et le conseil peut ainsi valablement délibérer.

Après en avoir délibéré, le conseil, à l'unanimité, prend les décisions suivantes :

NOMINATION DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Monsieur Roger DAVID est nommé Président du Conseil d'Administration, pour toute la durée de son mandat d'administrateur, soit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui statuera sur les comptes de l'exercice clos en 1998.

Remerciant le conseil de la confiance qu'il veut bien lui témoigner, Monsieur Roger DAVID déclare accepter ces fonctions.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires et au conseil d'administration, le président assumera la direction générale de la société et jouira des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société et pour faire et autoriser tous les actes et opérations dans les limites de l'objet social.

Il peut en outre déléguer ses pouvoirs, mais seulement pour un objet et une durée limitée.

for *TD*

REMUNERATION DES FONCTIONS DU PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL

Le conseil d'administration décide qu'indépendamment de ses frais de représentation et de déplacement, le président aura droit, en rémunération de ses fonctions :

- à une somme fixe mensuelle de 42 000 francs, payée treize fois par an,
- et à la fourniture d'un véhicule de fonction.

Le conseil précise qu'il a pris connaissance :

du contrat de travail établi le 12 décembre 1986 entre la SARL CECA (ancienne forme de la société actuelle) et Monsieur Roger DAVID,

de l'avenant au contrat, signé le 22 octobre 1991 par les deux parties, relatif au véhicule de fonction attribué à Monsieur DAVID, anciennement gérant de la société CECA.

Le conseil constate que les deux conditions sont requises pour approuver ce contrat et son avenant :

- le contrat de travail de Monsieur DAVID est antérieur à sa nomination en qualité d'administrateur,
- il correspond bien à l'emploi effectif de Monsieur DAVID qui exerce les fonctions d'Expert Comptable, Commissaire aux Comptes et Conseil de sociétés.

Par décision du conseil, contrat et avenant poursuivent leur effet pour la durée de son mandat en qualité d'administrateur.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le président de séance, le président du conseil d'administration et un autre administrateur.

Le Président de séance
Christian DUVERDIER



Le Président du Conseil d'Administration
Roger DAVID



Un administrateur



**COPIE CERTIFIÉE
CONFORME**



DÉPÔT DU
30 JAN. 1995
GREFFE DU TRIBUNAL
DE COMMERCE DE NICE

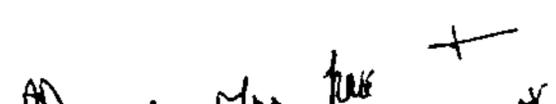
DAVID ET ASSOCIES

Société Anonyme
au capital de 400 000 F

37 bis, Rue Maréchal Joffre

06000 NICE

S T A T U T S



Les soussignés :

- Monsieur Roger Louis CAZALET
Expert comptable
inscrit au tableau de la région de MARSEILLE
demeurant 129, Rue Jean Mermoz
MARSEILLE (13008)

- Monsieur Roger DAVID
Expert comptable
inscrit au tableau de la région de MARSEILLE
demeurant 169, Avenue de Fabron
NICE (06200)

- Monsieur Jean Marcel DENIS
Expert comptable
inscrit au tableau de la région de PARIS
demeurant 133, Avenue Félix Faure
PARIS (75015)

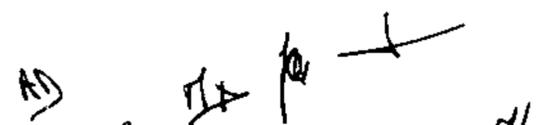
- Monsieur Christian DUVERDIER
Expert comptable
inscrit au tableau de la région de PARIS
demeurant 11 bis, Avenue Victor Hugo
CHATOU (78400)

- Monsieur Max DAVID
demeurant 74, Avenue Raoul Dufy
NICE (06200)

- Madame Marie Claude DAVID
demeurant 74, Avenue Raoul Dufy
NICE (06200)

- Madame Annie DAVID
demeurant 24, Avenue Scudéri
NICE (06100)

ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la société anonyme constituée par le présent acte.



ARTICLE 1er - FORME

Il existe, entre les propriétaires des actions créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société anonyme régie par les lois et règlements en vigueur sur les sociétés anonymes, ainsi que sur l'organisation et l'exercice de la profession d'expert comptable, et par les présents statuts.

La société a été constituée sous forme de société à responsabilité limitée par acte sous seing privé à NICE en date du 23 septembre 1983, enregistré à la Recette des Impôts de Nice-Centre le 18 octobre 1983, bordereau 697, feuillet n° 28.

Elle a été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NICE le 29 novembre 1983, sous le n° B 326 354 099.

Par décision de l'assemblée générale extraordinaire en date du 1er décembre 1994 la société a été transformée en société anonyme.

La société comprendra au moins sept actionnaires, parmi lesquels au moins trois experts-comptables inscrits au Tableau de l'Ordre.

ARTICLE 2 - DENOMINATION

La dénomination sociale qui était :

CONSEIL EXPERTISE COMPTABLE AZUREENS, avec pour sigle C E C A

devient :

DAVID ET ASSOCIES.

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots "Société anonyme" ou des lettres S.A et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention du Tableau de la circonscription de l'Ordre des Experts Comptables où la société est inscrite.

ARTICLE 3 - OBJET

L'objet social demeure :

La société a pour objet, dans tous pays, l'exercice de la profession d'expert comptable telle qu'elle est définie par l'ordonnance du 19 septembre 1945 et telle qu'elle pourrait l'être par tous textes législatifs ultérieurs.

Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet.

Elle ne peut prendre de participations financières dans les entreprises industrielles, commerciales, agricoles ou bancaires, ni dans les sociétés civiles à l'exclusion de celles qui ont pour seul objet de faciliter l'exercice de l'activité professionnelle et libérale de leurs membres. Elle ne peut non plus se trouver sous la dépendance, même indirecte, d'aucune personne ou d'aucun groupe d'intérêts.

AD RD TD Joo — L

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social demeure fixé à NICE (06000)
37 bis Rue Maréchal Joffre.

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département, ou d'un département limitrophe, par simple décision du Conseil d'Administration, sous réserve de la ratification de cette décision par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire et, partout ailleurs, en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société reste fixée à 99 années depuis le jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, (sous son ancienne forme de société à responsabilité limitée) sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

ARTICLE 6 - FORMATION DU CAPITAL - APPORTS

Les 250 actions d'origine formant le capital social représentent, à concurrence de 250 actions, des apports en numéraire.

Elles sont libérées intégralement.

Lors de la constitution de la société, le 23 septembre 1983, il a été procédé :

à des apports en numéraire à concurrence d'une somme de 25 000 francs.

Par ailleurs, il a été apporté à la société, à titre d'augmentation de capital :

Lors de l'assemblée générale extraordinaire en date du 1er décembre 1988, le capital social de la société a été porté de 25 000 F à 50 000 F par incorporation de réserves.

Une seconde augmentation de capital a eu lieu par décision d'une assemblée générale réunie extraordinairement le 2 novembre 1993.

Le capital a été porté à 400 000 F, également par incorporation de réserves.

Ces deux augmentations de capital n'ont pas donné lieu à une nouvelle répartition des parts sociales.

Le capital social reste fixé à la somme de 400 000 Francs, divisé en 250 actions de 1 600 F chacune, numérotées de 1 à 250 inclus, qui compte tenu :

- des apports effectués tant lors de la constitution de la société qu'à la suite des deux augmentations du capital, respectivement en date des 1er décembre 1988 et 2 novembre 1993,

- puis des cessions de parts intervenues le 1er août 1994, demeurent actuellement réparties comme suit:

AD M. Joffe

- Monsieur Roger CAZALET, à concurrence de DIX actions, portant les numéros 1 à 10 inclus, ci	10 actions
- A Monsieur Max DAVID, à concurrence de SOIXANTE TROIS actions, portant les numéros 11 à 73 inclus, ci	63 actions
- A Madame Marie Claude DAVID, à concurrence d'UNE action, portant le numéro 74, ci	1 action
- A Madame Annie DAVID, à concurrence d'UNE action, portant le numéro 75, ci	1 action
- A Monsieur Roger DAVID, à concurrence de QUATRE VINGT CINQ actions, portant les numéros 76 à 160 inclus, ci	85 actions
- A Monsieur Jean DENIS, à concurrence de CINQUANTE actions, portant les numéros 161 à 210 inclus, ci	50 actions
- A Monsieur Christian DUVERDIER, à concurrence de QUARANTE actions, portant les numéros 211 à 250, ci	40 actions
Soit un total de	250 ACTIONS

représentant un capital social de 400 000 FRANCS.

Il a été procédé aux évaluations rapportées ci-dessus, au vu du rapport annexé aux présents statuts établi sous sa responsabilité par Monsieur Gérard METAY, désigné à cet effet par décision des associés en date du 31 octobre 1994.

Ce rapport, ainsi que les actionnaires le reconnaissent, a été tenu à leur disposition au siège social à partir du 7 novembre 1994.

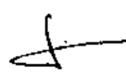
ARTICLE 7 - AVANTAGES PARTICULIERS

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier au profit de personnes associées ou non.

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social reste fixé à la somme de 400 000 Francs.

Il est divisé en 250 actions d'une seule catégorie, entièrement libérées, de 1 600 francs chacune.

AD

 M. T. 161

ARTICLE 9 - FORME DES ACTIONS - LISTE DES ACTIONNAIRES - REPARTITION DES ACTIONS

Les actions sont nominatives.

La liste des actionnaires sera communiquée au Conseil Régional de l'Ordre des Experts Comptables, ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tous tiers intéressés.

Les deux tiers des actions doivent être toujours détenus par des experts comptables inscrits au Tableau de l'Ordre, conformément aux dispositions des articles 7 et 11 de l'ordonnance du 19 septembre 1945.

Si une autre société d'expertise comptable vient à détenir des actions de la présente société, celles-ci n'entreront en ligne de compte pour le calcul de cette majorité que dans la proportion équivalente à celle des parts ou actions que les experts comptables détiennent dans cette société participante par rapport au total des parts ou actions composant son capital.

ARTICLE 10 - AUGMENTATION OU REDUCTION DU CAPITAL ET NEGOCIATION DES ROMPUS

Les augmentations du capital sont réalisées nonobstant l'existence de "rompus", les droits de souscription et d'attribution étant négociables ou cessibles.

En cas de réduction du capital par réduction du nombre des titres, les actionnaires sont tenus de céder ou d'acheter les titres qu'ils ont en trop ou en moins, pour permettre l'échange des actions anciennes contre les actions nouvelles.

Dans tous les cas, la réalisation de ces opérations d'augmentation ou de réduction du capital doit respecter les règles déontologiques rappelées à l'article 9 sur les quotités d'actions que doivent détenir les professionnels experts comptables et commissaires aux comptes.

Toute personne n'ayant pas déjà la qualité d'actionnaire ne peut entrer dans la société, à l'occasion d'une augmentation de capital, sans être préalablement agréée par le Conseil d'Administration, conformément aux dispositions des articles 7-6° et 11-6° de l'Ordonnance du 19 septembre 1945 et de l'article 218, alinéa 6, de la loi du 24 juillet 1966.

ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES ACTIONS

1. La transmission des actions ne peut s'opérer à l'égard des tiers et de la société que par virement de compte à compte. Seules les actions libérées des versements exigibles peuvent être admises à cette formalité.

Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés ou l'inscription de la mention modificative à la suite d'une augmentation du capital. En outre, sous réserve des exceptions résultant des dispositions légales en vigueur, les actions représentant des apports en nature ne sont négociables que deux ans après la mention de leur création au Registre du Commerce et des Sociétés. Pendant cette période de non négociabilité, leur propriétaire ne peut disposer que par les voies civiles, à titre gratuit ou onéreux, des droits attachés à ces titres.

2. Toutes cessions ou mutations d'actions au profit d'une personne ayant déjà la qualité d'actionnaire s'effectuent librement sous réserve qu'elles ne portent pas atteinte aux

AA Jaa ←

règles énoncées à l'article 9 et concernant les quotités d'actions que doivent détenir les professionnels experts comptables.

Toutes autres transmissions, à quelque titre que ce soit, alors même qu'elles ne porteraient que sur la nue-propriété ou l'usufruit, doivent pour devenir définitives, être autorisées par le Conseil d'Administration.

3. En cas de transmission entre vifs, la demande d'agrément qui doit être notifiée à la société indique d'une manière complète l'identité du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est envisagée et le prix offert s'il s'agit d'une cession à titre onéreux.

Le conseil doit notifier son agrément ou son refus avant l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la demande. Le défaut de réponse dans ce délai équivaut à une notification d'agrément. Le conseil n'est jamais tenu de faire connaître les motifs de son agrément ou de son refus.

Si l'agrément est donné, la cession est régularisée dans les conditions prévues et sur les justifications requises par les dispositions en vigueur. Si l'agrément est refusé, le Conseil d'Administration est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus d'agrément, de faire acquérir les actions par une ou plusieurs personnes actionnaires ou non, choisies par lui. Il doit notifier au cédant le nom des personnes désignées par lui, l'accord de ces dernières et le prix proposé. L'achat n'est réalisé, avant l'expiration du délai ci-dessus, que s'il y a accord sur le prix.

A défaut d'accord constaté par tout moyen dans les quinze jours de la notification du refus d'agrément, le prix est déterminé par un expert désigné parmi ceux inscrits sur les listes des cours et tribunaux soit par les parties soit, à défaut d'accord entre elles, par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en la forme des référés et sans recours possible. Les frais de cette expertise sont supportés par moitié par le cédant et par la société.

Au cas où le cédant refuserait de consigner la somme nécessaire lui incombant pour obtenir cette expertise quinze jours après avoir été mis en demeure de le faire, il serait réputé avoir renoncé à son projet de cession.

Si le prix fixé par l'expert est, à l'expiration du délai de trois mois, mis à la disposition du cédant, l'achat est réalisé à moins que le cédant ne renonce à son projet de cession et conserve en conséquence les actions qui en faisaient l'objet.

Avec le consentement du cédant et son accord sur le prix, le Conseil peut également, dans le même délai de trois mois à compter de la notification de son refus d'agrément, faire acheter les actions par la société elle-même, si la réduction nécessaire du capital pour l'annulation desdites actions est autorisée par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires.

4. En cas de mutation par décès, les dispositions du paragraphe 3 s'appliquent aux héritiers et ayants-droits du titulaire des actions, lorsqu'ils doivent être agréés comme actionnaires ; ces héritiers et ayants-droits sont tenus de présenter toutes justifications de leurs qualités. Le refus d'agrément ne leur laisse, à défaut d'accord sur le prix, que la possibilité de demander l'expertise.

5. Si, à l'expiration du délai de trois mois à compter de la notification du refus d'agrément, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé une ou plusieurs fois, à la demande de la société par ordonnance non susceptible de recours du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé.

AD

6. En cas d'augmentation de capital, la transmission du droit de souscription ou d'attribution est libre ou soumise à autorisation du Conseil d'Administration suivant les distinctions faites pour la transmission des actions elles-mêmes.
7. Les notifications des demandes, réponses, avis et mises en demeure prévues au présent article sont toutes faites par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.
8. Toute admission d'un nouvel actionnaire étant soumise à l'agrément du Conseil d'Administration, conformément aux dispositions des articles 7-6° et 11-6° de l'Ordonnance du 19 septembre 1945 et de l'article 218 de la loi du 24 juillet 1966, aucun consentement préalable donné à un projet de nantissement d'actions ne peut emporter à l'avance agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des actions nanties .

Dans tous les cas susvisés, les deux tiers du capital social devront toujours être détenus par un ou des Experts Comptables inscrits au Tableau de l'Ordre.

ARTICLE 12 - EXCLUSION D'UN PROFESSIONNEL ACTIONNAIRE

Le professionnel actionnaire radié du Tableau des Experts Comptables cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter du jour où la décision prononçant la radiation est définitive.

Il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour pour céder tout ou partie de ses actions afin que soient maintenues les quotités fixées à l'article 9 pour la participation des professionnels dans le capital.

Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses actions, et ce rachat total peut aussi lui être imposé par l'unanimité des autres actionnaires. Le prix est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil.

ARTICLE 13 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société. Les copropriétaires indivis d'actions sont représentés aux assemblées générales par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce, statuant en référé, à la demande du copropriétaire le plus diligent.

En cas de démembrement de la propriété d'une action, l'inscription sur les registres sociaux mentionne le nom de l'usufruitier et du ou des nus-proprétaires.

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les assemblées générales ordinaires et au nu-proprétaire dans les assemblées générales extraordinaires.

Les actions indivises ou dont la propriété est démembrée ne sont considérées comme détenues par des experts comptables pour l'application des dispositions de l'article 9, alinéas 3 et 4, que si tous les indivisaires ou le nu-proprétaire et l'usufruitier sont experts comptables.

AD ———
 RA ———
 ———

ARTICLE 14 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement adoptées par toutes les assemblées générales.

Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels actionnaires gardent leur responsabilité personnelle à raison des travaux qu'ils exécutent au nom de la société.

Chaque action donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et dans l'actif social.

Le cas échéant, et sous réserve de prescriptions légales impératives, il sera fait masse entre toutes les actions indistinctement de toutes exonérations ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société, avant de procéder à tout remboursement au cours de l'existence de la société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale respective, toutes les actions alors existantes reçoivent la même somme nette quelles que soient leur origine et leur date de création.

ARTICLE 15 - CONSEIL D'ADMINISTRATION

La société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins et de vingt-quatre au plus, renouvelables par moitié tous les trois ans.

La durée des fonctions des administrateurs est de six années.

Les fonctions d'un administrateur prennent fin dès que celui-ci a atteint l'âge de 70 ans.

Chacun des administrateurs doit, pendant toute la durée de ses fonctions, être propriétaire de l'action affectée à la garantie des actes de gestion.

Les délibérations du Conseil d'Administration sont prises dans les conditions prévues par la loi.

Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société. Il doit exercer ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires.

ARTICLE 16 - PRESIDENT ET DIRECTEUR GENERAL

Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un Président.

Sur la proposition de celui-ci, il peut nommer un directeur général.

Le Président du Conseil d'Administration doit être un expert comptable associé.

Le Président du Conseil d'Administration assume sous sa responsabilité la direction générale de la société. Il représente la société dans ses rapports avec les tiers.

Sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires ainsi que des pouvoirs qu'elle réserve de façon spéciale au Conseil d'Administration, et dans la limite de l'objet social, le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société.

AD Joo

Le directeur général dispose, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le Président.

Dans le cadre de l'organisation interne de la société, ces pouvoirs peuvent être limités par le Conseil d'Administration sans que cette limitation soit opposable aux tiers.

La limite d'âge des fonctions de Président et, éventuellement, de directeur général est fixée à 65 ans.

ARTICLE 17 - ASSEMBLEES D'ACTIONNAIRES

Les assemblées d'actionnaires sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi et les règlements.

Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu du même département.

Tout actionnaire a le droit de participer aux assemblées générales ou de s'y faire représenter, quel que soit le nombre de ses actions, dès lors que ses titres sont libérés des versements exigibles et inscrits à son nom depuis cinq jours au moins avant la date de la réunion. Le Conseil d'Administration peut réduire ce délai par voie de mesure générale bénéficiant à tous les actionnaires.

Tout actionnaire propriétaire d'actions d'une catégorie déterminée peut participer aux assemblées spéciales des actionnaires de cette catégorie, dans les conditions visées ci-dessus.

Les votes s'expriment soit à main levée soit par appel nominal. Il ne peut être procédé à un scrutin secret dont l'assemblée fixera alors les modalités qu'à la demande de membres représentant, par eux-mêmes ou comme mandataires, la majorité requise pour le vote de la résolution en cause.

ARTICLE 18 - DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES

Les actionnaires ont un droit de communication, temporaire ou permanent selon son objet, dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur qui leur assurent l'information nécessaire à la connaissance de la situation de la société et à l'exercice de l'ensemble de leurs droits.

ARTICLE 19 - ANNEE SOCIALE

Elle demeure sans changement.

Elle commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

ARTICLE 20 - AFFECTATION DES RESULTATS ET REPARTITION DES BENEFICES

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son

AG
RA
11/12

cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

Le bénéfice distribuable est à la disposition de l'Assemblée Générale qui, sur proposition du Conseil d'Administration, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux actionnaires à titre de dividende.

En outre, l'Assemblée peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux actionnaires lorsque les capitaux propres sont, ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

ARTICLE 21 - CONTESTATIONS

En cas de contestation entre la société et l'un de ses clients, la société s'efforcera avant tout recours contentieux de faire accepter l'arbitrage du Président du Conseil Régional de l'Ordre des Experts Comptables.

En cas de contestation soit entre les actionnaires, les administrateurs, les liquidateurs et la société, soit entre les actionnaires eux-mêmes, au sujet des affaires sociales ou relativement à l'interprétation ou à l'exécution des clauses statutaires, les intéressés s'efforceront, avant tout recours contentieux, de faire accepter l'arbitrage du Président du Conseil Régional de l'Ordre des Experts Comptables.

ARTICLE 22 - NOMINATION DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES AUX COMPTES

Messieurs :

- Roger DAVID
- Christian DUVERDIER
- Jean Marcel DENIS
- Max DAVID

sont nommés administrateurs de la société pour une durée de trois ans qui prendra fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année 1998.

Chacun d'eux accepte lesdites fonctions et déclare qu'il satisfait à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice du mandat d'administrateur.

AD
 +
 MD

Il n'est pas alloué de jetons de présence au Conseil d'Administration jusqu'à décision contraire de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires.

Les administrateurs sont immédiatement habilités à désigner le Président du Conseil d'Administration et, sur proposition éventuelle ce celui-ci, le Directeur Général.

La société AUDICONSEIL, société à responsabilité limitée au capital de 60 000 F, ayant son siège à NICE (06000), 37 bis Rue Maréchal Joffre, N° RCS NICE B 391 384 047, représentée par Monsieur Fabrice RABATTU,

est nommée Commissaire aux Comptes titulaire de la société pour les six premiers exercices.

Monsieur Guillaume MINIAOU,
19, Rue Papety MARSEILLE (13007),

est nommé, pour la même durée, Commissaire aux Comptes suppléant.

Les commissaires ainsi nommés intervenant aux présentes acceptent le mandat qui vient de leur être confié et déclarent satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice dudit mandat.

ARTICLE 23 - PUBLICITE - POUVOIRS

Les formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements sont effectuées à la diligence de la direction générale.

Monsieur Roger DAVID est spécialement mandaté pour signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

Fait à NICE
Le 1er décembre 1994

